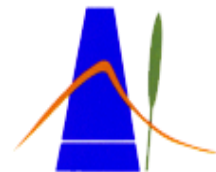




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE SAINT-MARTIN-DU-TERTRE



Livraison de repas en liaison froide pour
les services de la commune de Saint-Martin-du-Tertre 2026-2030

Marché en procédure d'appel d'offres ouvert

CCAP

Cahier des clauses administratives particulières

S O M M A I R E

	Pages
Article 1 – Objet du marché	3
Article 2 – Renseignements administratifs	3
Article 3 – Allotissement	3
Article 4 – Suivi du marché	3
Article 5 – Durée du marché	3
Article 6 – Pièces constitutives du marché	3
Article 7- Prix	4
7.1 – Forme des prix	4
7.2 – Révision des prix	4
Article 8 – Paiement	4
8.1 – Délai de règlement	5
8.2 – Avance	5
8.3 – Règlement des litiges et pénalités	5
Article 9 – Résiliation	6
Article 10 – Contentieux	6

Article 1 – Objet du marché

La présente consultation porte sur la préparation et la livraison de repas et goûters pour la restauration scolaire et le centre de loisirs de la commune de Saint-Martin-du-Tertre

Le marché s'exécute par bons de commande.

Code CPV principal	55523100 – Services de restauration scolaire
Code CPV complémentaire	55321000 – Services de préparation de repas 55521200 - Services de livraison de repas

Article 2 – Renseignements administratifs

Personne publique contractante

Mairie de Saint-Martin-du-Tertre
Place Louis Désenclos
95270 Saint-Martin-du-Tertre

Personne habilitée à signer le marché

La Maire de la ville de Saint-Martin-du-Tertre
Madame Nathalie BENYAHIA

Comptable public assignataire des paiements

Monsieur le comptable public, responsable du centre des finances de Garges-lès-Gonesse.

Procédure de passation du marché :

La procédure de passation de cette consultation est celle du marché en appel d'offre ouvert (article L. 2124-2 du Code de la Commande Publique).

Article 3 – Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

Le contrôle de la légalité a contesté l'attribution du marché n° 25S01 passé en 2025, car il n'était pas justifié dans le marché qu'il ne pouvait pas être alloti. Un nouveau marché est donc lancé en 2026 (n° 26S01).

Il n'est pas possible sur le plan technique de séparer les livraisons des entrées, des plats et des desserts ou même des goûters, pour des questions de responsabilités en ce qui concerne les normes d'hygiène et l'allotissement serait obligatoirement plus coûteux par l'obligation de recourir à plusieurs livraisons différentes.

Article 4 – Suivi du marché

La personne habilitée pour le suivi du marché est :

- ✓ l'Adjointe au Maire en charge de la restauration scolaire

Article 5 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de **douze (12) mois** et prendra effet le **1^{er} août 2026**.

Il pourra faire l'objet de **trois (3) reconductions tacites** d'une durée maximum de **douze (12) mois chacune**.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider par écrit de ne pas reconduire le marché. Cette décision est notifiée au titulaire au moins trois mois avant la date d'échéance de la période en cours de validité.

Article 6 – Pièces constitutives du marché

Les pièces particulières et générales classées par ordre décroissantes qui constituent le présent marché sont :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes:
 - annexe 1 : bordereaux des Prix Unitaires (BPU)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),

MP 26S01 CCAP

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services,
- le mémoire technique du prestataire,
- les annexes.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Article 7- Prix

7.1 – Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

Conformément au CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison

7.2 – Révision des prix

Les prix de la première année d'exécution sont fermes.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'acceptation des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Une révision des prix pourra intervenir tous les ans à la date anniversaire du début du marché en appliquant la formule suivante :

$$P = P_i \left\{ \frac{I}{I_i} \right\}$$

P = Prix unitaire révisé

P_i = Prix initial à la date de signature du contrat

I = Valeur de l'indice mensuel du prix des repas dans un restaurant scolaire ou universitaire (indice INSEE : 639025)

I_i = Valeur du même indice à l'entrée en vigueur du contrat, tel que précisé lors de la signature par la collectivité de l'acte d'engagement

Au cas où le pourcentage de l'augmentation résultant de l'application de cette formule serait supérieur au pourcentage accordé pour l'encadrement des prix dans le secteur des cantines scolaires, l'augmentation serait limitée à l'encadrement des prix.

Article 8 – Paiement

Le mode de règlement du présent marché est le virement par mandat administratif.

Seules peuvent être réglées les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande et dont la réalisation est effective.

Il est demandé au prestataire d'établir une facture mensuelle, correspondant aux commandes de repas du mois écoulé.

La facture devra être adressée à la commune de Saint-Martin-du-Tertre, sise place Louis Désenclos, 95270 Saint-Martin-du-Tertre.

La demande de paiement est établie par le titulaire sous forme libre. Néanmoins, l'envoi de la facture par voie dématérialisée sur le site dédié <https://chorus-pro.gouv.fr> devra être privilégié.

8.1 – Délai de règlement

MP 26S01 CCAP

Les sommes dues au titulaire lui sont réglées dans un délai de trente (30) jours (délai global de paiement) à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de non respect du délai de règlement est celui de l'intérêt légal en vigueur (taux marginal de la BCE) à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

8.2 – Avance

Sans objet.

8.3 – Règlement des litiges et pénalités

En cas de non-respect des dispositions prévues au CCTP, il peut être appliqué une pénalité dont le montant est évalué comme suit :

LOT 1	
Motif d'application de la pénalité	Montant de la pénalité
Livraison de repas incomplets ou complétés après 11h dans le cas où le stock tampon a été ouvert et mis en service	Déduction de 10 % du prix HT d'un repas x le nombre d'éléments manquants x le nombre de repas concernés
Ingrédients livrés abîmés	Jusqu'à 5 % du montant total de la commande concernée ce jour là
Ingrédients livrés abîmés et totalement inconsommables	Déduction de 10 % du prix HT d'un repas x le nombre d'éléments manquants x le nombre de repas concernés
Retard de livraison de plus de 15 minutes et de moins d'une heure (article 2.4 du CCTP)	Déduction de 10 % du montant total de la commande concernée ce jour là
Retard dans l'envoi des menus (article 6 du CCTP)	20 € par jour de retard
Absence de livraison des repas sans motif d'une exceptionnelle gravité	500 € en période scolaire
	100 € les mercredis et en période de vacances scolaires
Absence du repas témoin (article 2.6 du CCTP)	12 € par repas témoin manquant
Erreur sur le lieu de livraison (article 2.4 du CCTP)	50 € par jour
Modification du menu du jour à moins de 48 h de l'échéance	50 € par jour
Nombre de repas livrés non conformes dans sa répartition au nombre de repas commandés (article 3 du CCTP)	50 € par jour
Nombre de repas inférieurs au nombre de repas commandés	Déduction de 50 % du montant HT d'un repas x le nombre de repas manquants
Perte des clefs d'accès des lieux de livraison (article 2.4 du CCTP)	100 € par trousseau de clef perdu
Manquement constaté aux règles sanitaires dans la livraison (camion non-réfrigéré, repas déposés en dehors des frigos...) (article 2.4 du CCTP)	500 € par jour
Manquement sur les possibilités de choix dans le menu du jour (article 6 du CCTP)	10 € par choix manquant et par jour
Retard dans la production du bilan annuel ou délai de plus de 15 jours pour produire à la commune sur sa demande une facture attestant de la provenance d'un produit (article 5-2 du CCTP)	15 € par jour de retard

En cas de retard de plus d'une heure dans la livraison ou de livraison incomplète, la collectivité aura le droit de pourvoir aux besoins du service, aux frais, risques et périls du titulaire sans mise en demeure préalable ni recours à son stock tampon.

Il pourra être procédé à une expertise des fournitures. La constatation des avaries sera faite contradictoirement avec le fournisseur. En cas d'absence du fournisseur au rendez-vous, il sera passé outre. Dans ce cas, la décision de l'expert mandaté par la collectivité sera sans appel. Les frais d'expertise ou de constat seront à la charge du titulaire du marché.

Article 9 – Résiliation

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité. De plus, la prestation pourra être exécutée à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG-FCS, et ce jusqu'à l'aboutissement d'une nouvelle procédure de consultation.

Suite à une intoxication alimentaire dont la responsabilité incombe au titulaire, le marché peut être résilié par la collectivité, sans indemnité ni mise en demeure préalable.

Par ailleurs, l'absence répétée de fourniture de repas peut être considérée comme une faute du titulaire au sens de l'article 32 du CCAG- FCS et donner lieu à une résiliation sans indemnité.

Par ailleurs, conformément à l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013, en cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, doit lui enjoindre aussitôt de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire ainsi mise en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 10 – Contentieux

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. La juridiction compétente est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.